



Règlement de Consultation (RC)

Niveau de classification			
MD	MA	MS	NP
			X

N°
2025 BST SAI 8791

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Objet du marché :

BREST

—

Travaux de réhabilitation du réservoir d'eau INDUSTRIELLE des CAPUCINS

Maître de l'ouvrage :
Ministère des Armées

Conducteur d'opération :
SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE ATLANTIQUE
(SID ATL)

1. DESCRIPTION DE LA CONSULTATION	3
1.1. OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	3
2. CONDITION DE LA CONSULTATION	3
2.1. PROCEDURE RETENUE	3
2.2. CATEGORIE DE MARCHE	3
2.3. ALLOTISSEMENT.....	3
2.4. CODE CPV	3
2.5. FORME DU MARCHE.....	3
2.6. DATE D'ETABLISSEMENT, TYPE ET FORME DU PRIX	3
2.7. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	3
2.8. PROTECTION DU SECRET	4
2.9. DELAI/DUREE D'EXECUTION DU MARCHE	4
2.10. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	4
2.11. VARIANTES	4
2.12. GROUPEMENT (COTRAITANCE)	4
2.13. SOUS-TRAITANCE.....	4
2.14. VISITE DES LIEUX	4
3. MODALITES D'APPRECIATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
3.1. RECEVABILITE ADMINISTRATIVE.....	5
3.2. APPRECIATION DES CANDIDATURES.....	5
3.3. APPRECIATION DES OFFRES.....	5
3.3.1. <i>Critères éliminatoires</i>	5
3.3.2. <i>Critères de sélection des offres - Pondération</i>	5
3.3.3. <i>Méthodologie d'attribution des notes</i>	6
3.4. RECTIFICATION DE LA DECOMPOSITION DES PRIX	7
3.5. CLASSEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHE.....	7
3.6. NEGOCIATION	7
4. CONTENU DES OFFRES.....	7
4.1. DOCUMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE	7
4.2. DOCUMENTS RELATIFS A L'OFFRE	7
5. MODALITES DE REMISE DES PLIS	8
5.1. DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES.....	8
5.2. ECHANGES DURANT LA PROCEDURE.....	8
5.3. DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	8
5.4. MODALITES DE REMISE DES PLIS	8
5.5. COPIE DE SAUVEGARDE.....	8

1. DESCRIPTION DE LA CONSULTATION

1.1. Objet de la consultation : BSTSAI_8791

Brest - Travaux de réhabilitation du réservoir d'eau industrielle des CAPUCINS

1.2. Contenu du dossier de consultation

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) adressé aux candidats est constitué :

- Du présent Règlement de la Consultation (RC) et ses annexes ;
- De l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes ;
- Du Cahier des Clauses Admministratives Particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;

Ces documents sont la propriété de l'État. Les informations communiquées par le pouvoir adjudicateur ne peuvent être utilisées à d'autres fins que l'élaboration d'une réponse à la procédure de passation du marché.

2. CONDITION DE LA CONSULTATION

2.1. Procédure retenue

La procédure retenue pour la présente consultation est la procédure adaptée ouverte consacrée par les articles R. 2123-1 à R. 2123-6 du Code de la commande publique.

Le présent marché a fait l'objet d'un Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC) publié :

- au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP),
- Sur la PLate-forme des AChats de l'État (PLACE) accessible à l'adresse : www.marches-publics.gouv.fr.

2.2. Catégorie de marché

Le présent marché est un marché de Travaux.

2.3. Allotissement

Les fournitures/prestations font l'objet d'un marché unique.

2.4. Code CPV

Code CPV principal 45262522-6

3. Procédure et consultation

3.1 Référence Marché public - Livre 1er Partie 2 du CCP

2.5. Forme du marché

Le présent marché est un marché ordinaire.

2.6. Date d'établissement, type et forme du prix

La date d'établissement, le type et la forme des prix sont définis dans le CCAP.

2.7. Délai de validité des offres

Le délai de validité de l'offre du candidat est fixé à cent quatre-vingt (180) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

Toutefois, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales ou intermédiaires. En ce cas, c'est la date limite de remise de ces dernières qui sera prise en compte.

2.8. Protection du secret

Conformément aux dispositions de l'instruction générale interministérielle sur la protection du secret de la défense nationale, annexée à l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale, le marché est qualifié de contrat non protégé.

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions de l'article "Protection du secret" du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

2.9. Délai/durée d'exécution du marché

Le(s) délai(s) de livraison/d'exécution est (sont) défini(s) dans l'Acte d'Engagement.

2.10. Lieu d'exécution des prestations

2.11. Variantes

Les variantes sont interdites.

2.12. Groupement (Cotraitance)

Si le candidat se présente sous la forme d'un groupement, celui-ci pourra être solidaire ou conjoint avec solidarité du mandataire.

Le candidat ne pourra pas se présenter en qualité de mandataire d'un groupement et de membre d'un autre groupement ou de candidat individuel.

2.13. Sous-traitance

Dès lors que le candidat a l'intention de sous-traiter une partie des prestations, il devra clairement l'indiquer en complétant le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance).

Dans tous les cas, le sous-traitant devra fournir la déclaration prévue aux articles R. 2193-1 à R. 2193-8 du Code de la commande publique (ou en signant le DC4, rubrique k).

Il est rappelé que pour toute sous-traitance dont le montant est égal ou supérieur à 10% du montant total du marché, le sous-traitant sera admis au paiement direct sous réserve qu'il soit accepté et ses conditions de paiements agréées par la personne publique.

2.14. Visite des lieux

La visite des lieux est obligatoire. L'attention du candidat est attirée sur l'obligation qui lui est faite de fournir à l'appui de son offre un certificat de visite des lieux dûment signé par le représentant du conducteur d'opération.

La fourniture du certificat de visite conditionnera la recevabilité de l'offre.

Les visites se feront au plus tard cinq (5) jours calendaires avant la date de remise des offres.

Ce créneau débutera à compter de la mise à disposition du DCE sur la PLACE

Le candidat formulera sa demande de visite via l'adresse fonctionnelle suivante :

sid-atlantique-sd-mp-usid-bst.charge-rel-entr.fct@intradef.gouv.fr

3. MODALITES D'APPRECIATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

3.1. Recevabilité administrative

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) fera procéder à l'ouverture des plis. Les offres :

- Parvenant après la date et l'heure limites fixées dans la lettre de consultation (heure de fin de dépôt du pli faisant foi), éventuellement reportée,
- Ou parvenant sous enveloppe non fermée (pour les documents marqués "Diffusion Restreinte"),
- Ou non rédigées en langue française ou non accompagnées d'une traduction en français,

seront rejetées sans jugement sur le fond et retournées au candidat concerné.

3.2. Appréciation des candidatures

Dans tous les cas, la(es) candidature(s) sera(ont) appréciée(s) sur la base des renseignements et documents demandés, en tenant compte de la situation juridique des opérateurs économiques ainsi que de leurs garanties et capacités techniques et financières.

Lors de l'analyse des candidatures, seront éliminés:

- Les candidats ne présentant pas les compétences techniques nécessaires.
- Les candidats qui n'auraient pas les capacités professionnelles et financières suffisantes.

3.3. Appréciation des offres

3.3.1. Critères éliminatoires

Certaines offres ne peuvent être considérées recevables en l'état (sans négociation) :

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, notamment parce qu'elle est incomplète, ou qu'elle méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

3.3.2. Critères de sélection des offres - Pondération

Les offres qui n'auront pas été éliminées au sens de l'article ci-dessus seront évaluées en fonction des critères énoncés ci-dessous.

Critères	Pondération
Prix des prestations	60 %
Valeur technique	40 %

Critère valeur technique de l'offre :

Il est précisé que le critère valeur technique sera apprécié selon les critères énoncés au paragraphe Méthodologie d'attribution des notes - A du présent document en tenant compte du mémoire technique fourni par le candidat.

Critère du prix :

Il est précisé que le critère prix sera apprécié en prenant comme référence le montant total figurant à l'Acte d'Engagement.

3.3.3. Méthodologie d'attribution des notes

A- L'évaluation du critère technique se fera par la méthode suivante:

1- Evaluation de la valeur technique de l'offre:

Critère Valeur technique (40%)			
Libellé		Points	Méthode de jugement des critères
Sous-critère technique n° 1 : Phasage du chantier, méthodologie et mise en œuvre	Elément n° 1 du sous-critère technique n° 1 : Moyens humains (nombre et qualités des personnes) affectés à l'opération.	10 pts	Qualité de l'équipe dédiée à l'opération
	Elément n° 2 du sous-critère technique n°1 : Fourniture d'un programme d'exécution des travaux détaillé reprenant chacune des phases du chantier ainsi que la durée approximative de chacune d'elles. Article 2.2 du CCTP	10 pts	Capacité de l'entreprise à respecter les délais imposés par le maître d'ouvrage.
	Elément n° 3 du sous-critère technique n° 1 : Organisation spécifique pour la gestion du chantier que le candidat envisage de mettre en place afin d'assurer l'exécution du marché, le respect du calendrier et des contraintes liées aux sites d'intervention.	10 pts	Pertinence de l'organisation des équipes compte-tenu des contraintes liées au site d'intervention et du planning de chantier.
	Elément n° 4 du sous-critère technique n° 1 : Procédés d'exécution envisagés et les moyens qui seront utilisés (approvisionnement, stockage, mise en œuvre, remise en service).	10 pts	Modes opératoires et moyens mis en œuvre conformes aux exigences du CCTP
	Elément n° 5 du sous-critère technique n° 1 : Dispositions prises par l'entreprise pour réduire tout type de nuisance liées au chantier.	10 pts	Analyse des démarches proposées
Sous-critère technique n° 2 : Qualité des matériaux	Elément n° 1 du sous-critère technique n° 2 : Description précise et complète des moyens matériels envisagés pour l'exécution du chantier	10 pts	Descriptif détaillé
	Elément n° 2 du sous-critère technique n° 2 : Fiches produits des matériaux et fiches de données sécurité.	10 pts	Fiches techniques produits permettant de juger de la conformité avec le CCTP Conformité vis-à-vis de la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine
Sous-critère technique n° 3 : Démarche qualité de l'entreprise appliquée au chantier	Elément n° 1 du sous-critère technique n° 3 : Schéma organisationnel du plan d'assurance qualité (SOPAQ) qui devra notamment indiquer les autocontrôles qui seront réalisés et leur mode opératoire.	10 pts	Analyse des dispositions envisagées pour atteindre la qualité nécessaire à la réalisation des travaux
Sous-critère technique n° 4 : Sécurité et protection de la santé	Elément n° 1 du sous-critère technique n° 4 : Description des principales mesures prévues pour assurer la sécurité et la protection de la santé sur le chantier	10 pts	Vérification des dispositions prévues par rapport aux indications du PGC;
Sous-critère technique n° 5 : Gestion et valorisation des déchets de chantier	Elément n° 1 du sous-critère technique n° 5 : Schéma organisationnel de suivi et d'élimination des déchets de chantier	10 pts	Vérification de la prise en compte de la gestion des déchets.
Nombre de points maximum		100 pts	

2- Attribution de la note:

Note = (Nombre de points de l'offre technique évaluée / Nombre de points de l'offre technique la meilleure) x (Coefficient de pondération).

B- L'évaluation du prix se fera par la méthode suivante:

Note = (Prix le plus bas / Prix de l'offre examinée) x (Coefficient de pondération).

3.4. Rectification de la décomposition des prix

En cas de contradiction dans l'offre d'un candidat :

- Les indications de prix portés dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)/ Etat des prix forfaitaires (EPF) prévaudront sur toutes autres indications de prix figurant dans l'offre ;
- Les erreurs de report, de multiplication ou d'addition contenues dans l'offre seront rectifiées ;
- C'est le montant de l'EPF/BPU ainsi corrigé qui sera pris en considération lors du classement des offres.

3.5. Classement des offres et attribution du marché

L'examen des offres par le RPA donnera lieu à un classement selon les critères cités plus haut.

Les offres de base et la variante seront jugées en une seule fois sur la base des mêmes critères.

Le marché sera attribué à l'offre économiquement la plus avantageuse. Le Pouvoir Adjudicateur notifie à tous les autres candidats le rejet de leur offre.

3.6. Négociation

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats. Il peut toutefois attribuer le marché public sur la base des offres initiales.

4. CONTENU DES OFFRES

Le pli contient tous les documents et renseignements demandés au titre de l'offre.

L'ensemble des documents devra être impérativement rédigé en langue française. Si certains documents ne pouvaient être transmis en langue française, il est demandé qu'ils soient accompagnés d'une traduction en français.

4.1. Documents relatifs à la candidature

Le dossier de candidature devra comporter tous les renseignements et documents demandés à l'appui des candidatures (cf. supra).

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/07 de la Commission européenne du 5 janvier 2016 et disponible sur <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>.

4.2. Documents relatifs à l'offre

Le titulaire adressera une proposition technique et financière sur la base des documents transmis, à l'adresse et selon les modalités indiquées dans la lettre de consultation.

Cet envoi comprendra au minimum :

- ↳ L'**A**cte d'**E**ngagement (AE) et son annexe de prix (EPF) ;
- ↳ Le **mémoire technique** du candidat présentant sa proposition technico-commerciale relative à l'opération de travaux objet du marché ;
- ↳ Le **certificat de visite**, le cas échéant, relatif au Marché Subséquent de l'opération considérée ;

5. MODALITES DE REMISE DES PLIS

5.1. Date limite de réception des offres

Les offres devront parvenir au SID ATLANTIQUE de Brest avant le :

Voir la lettre de consultation

ATTENTION : Les plis parvenant après la date et l'heure limites seront refusés.

5.2. Echanges durant la procédure

Toute question dont la réponse pourrait avoir un impact sur la teneur des offres ou le délai de remise des plis devra parvenir par le biais du profil acheteur, au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les réponses aux questions seront adressées aux candidats en temps utile.

Pour les questions posées ultérieurement, la personne publique ne sera pas tenue de répondre et le candidat ne pourra s'en prévaloir pour faire repousser les délais de remise des candidatures et des offres.

5.3. détail au dossier de consultation

La personne publique se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard quatre (4) jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres. Dans le cas où seule la date limite de remise des offres est modifiée, le délai précité est ramené à trois (3) jours calendaires.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de la nouvelle date.

5.4. Modalités de remise des plis

Le dépôt des réponses électroniques s'effectue sur la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE) accessible depuis www.marches-publics.gouv.fr ou via les portails www.achats.defense.gouv.fr.

Il est demandé aux candidats de bien vouloir effectuer un dossier « ZIP » de leur offre avant de la déposer.

5.5. Copie de sauvegarde

Les candidats peuvent adresser, sur support physique électronique (clef USB par exemple), une copie de sauvegarde. Les documents figurant sur ce support doivent être signés électroniquement (pour les documents dont la signature est obligatoire).

Le pli sera adressé à l'adresse postale ci-dessous :

SID Atlantique
Sous-direction achat, exécution budgétaire et comptabilité (SD-AC)
BCRM de Brest – CC 16
29240 Brest Cedex 09

Le pli contiendra une enveloppe intérieure dans laquelle seront insérés l'ensemble des documents et renseignements cités ci-dessus. Cette enveloppe portera la mention suivante :

NE PAS OUVRIR
COPIE DE SAUVERGARDE
"Ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture des plis"
SID Atlantique
BCRM de Brest - CC 16
Sous-direction achat, exécution budgétaire et comptabilité / Section soutien des Achats
29240 Brest Cedex 09